



Intervention de Jean-Luc LECOMTE, Conseiller régional de Haute-Normandie lors de la séance plénière du lundi 15 juin 2015

Monsieur le Président, Cher-e-s collègues,

Les lois MAPAM et NOTRe ne touchent pas simplement les collectivités locales, elles réorganisent le rapport à l'Etat, cassent l'égalité des citoyens devant la loi et l'accès aux services publics sur tout le territoire national.

Les projets de suppression de lignes, de dessertes et de trains Intercités contenus dans le rapport DURON mettent en cause le service public des transports et mobilisent les citoyens, en particulier les citoyens normands alertés par les élus communistes et les associations d'usagers.

Plus de 6000 signatures ont été recueillies sur la pétition à l'initiative de Noël LEVILLAIN et de Pierre MOURARET, vice-Présidents normands aux transports.

C'est cet attachement aux services publics indispensables pour

- assurer l'accès effectif des citoyens de tout le territoire,
- privilégier l'intérêt général sur les intérêts particuliers,
- mettre en oeuvre un aménagement équilibré du territoire,
- défendre l'égalité des citoyennes et des citoyens,
- proposer un renouveau de la démocratie,
- défendre, reconquérir, développer la Sécurité Sociale,
- engager sérieusement la transition écologique qui s'est manifesté avec force à Guéret, samedi dernier.

Les manifestants, forts du recul obtenu voici quelques années sur l'AGCS, ont également crié leur rejet du TAFTA et nous vous rappelons, Monsieur le Président, l'exigence de milliers de citoyens normands qui vous demandent, comme nous l'avons fait nous-mêmes à plusieurs reprises, de déclarer notre Région hors-TAFTA, alors que ce traité, négocié dans le plus grand secret, serait en mesure d'imposer à l'Union européenne, à la France, à notre région, des dispositions contraires à nos valeurs sociales et écologiques.

Les ambitions de la droite de revenir à la tête du pays s'aiguisent. Elle tente d'apparaître comme neuve, alors que sa surenchère « austéritaire » est permanente. Le changement de nom de l'UMP en « Les Républicains » fait partie de cette stratégie de reconquête et les formations de droite poursuivent les efforts de captation des valeurs républicaines auxquelles les Français sont attachés.

Nous n'aurons de cesse de vous démasquer, Mesdames et Messieurs de la droite, vous qui êtes en train de casser nombre d'acquis sociaux, culturels et démocratiques dans les villes où vous sévissez depuis un an, vous qui ne parlez que caméras dans les collèges, chasse aux soit disant fraudeurs au RSA et qui vous en prenez violemment à la culture.

Le FN poursuit quant à lui sa banalisation et nous ne renoncerons jamais à affronter l'extrême droite sur ses mensonges quant à ses positions soi-disant antisystème, antieuropéennes, antimondialistes. Notons d'ailleurs que les élus FN, étaient comme par hasard absents quand il s'est agi de barrer la route au TAFTA au Parlement européen.

Malgré tous les désaveux, le gouvernement s'entête à maintenir son cap antisocial et autoritaire et le congrès du PS s'est conclu par une stagnation libérale. Nous sommes certains que de nombreux électeurs socialistes, y compris dans cet hémicycle, sont en total désaccord avec la loi Macron, la loi liberticide sur le renseignement, une réforme des collèges imposée d'en

haut sans aucun débat, l'absence de politique sérieuse contre les destructions d'emplois, les attaques frontales contre les collectivités locales avec une poursuite de l'assèchement des dotations aux communes.

Nous leur disons : il est temps de changer de cap, refusons l'austérité, rassemblons-nous et construisons ensemble, dans le respect de chacun, une véritable politique alternative de gauche.

Alors que la situation de l'emploi continue à se dégrader malgré les fonds accordés aux sociétés dans le cadre du CICE y compris à celles du CAC 40, aux majors de la distribution et aux banques, il est inacceptable que les citoyens, les élus, ne parviennent pas à obtenir la liste des bénéficiaires, les sommes allouées et le nombre d'emplois créés.

Il n'est pas acceptable, Monsieur le Président, que vous ne soyez pas en possession de ces informations pour notre région alors que notre collectivité est en charge du développement économique et attribue d'importantes aides financières aux sociétés qui en font la demande.

Je tiens, à ce moment de l'intervention, à apporter un soutien sans réserve aux salariés d'UPM Chapelle Darblay qui poursuivent une lutte exemplaire, à ceux d'Everal qui agissent contre la menace de suppression de 60 emplois, à ceux d'Altuglas alors que la direction envisage la fermeture du site de Bernouville qui compte 35 salariés, à ceux d'Eiffage, à Martot dans l'Eure, où 100 emplois sur 140 sont menacés.

Devant notre difficulté à aider les salariés frappés par les licenciements et les fermetures, qui s'adressent à nous pour une aide financière souvent urgente, comme c'est le cas aujourd'hui pour Everal, les élus de notre groupe sont amenés à vous faire une proposition dont l'importance est à la hauteur des enjeux humains et économiques. Nous pourrions, décider de la création d'un fond régional qui permette d'attribuer rapidement les sommes indispensables aux comités d'entreprise (CE), aux salariés et à leurs organisations syndicales qui multiplient les propositions alternatives, dans les délais très contraints imposés par la loi issue de l'ANI, délais qui vont à l'encontre de la sauvegarde de l'emploi, comme nous le constatons en particulier à la Chapelle Darblay et à Everal.

L'aide aux entreprises ne saurait en effet intervenir à la seule demande des employeurs comme c'est aujourd'hui le cas.

Le contrôle a posteriori ne saurait suffire.

Les salariés dont l'intelligence collective s'est manifestée à de nombreuses reprises, à la papeterie d'Alizay, comme à Sealynx ou à Isoplas Pro, doivent pouvoir, de la même manière, disposer d'aides régionales indispensables à la pérennité de l'entreprise qui est avant tout un collectif de femmes et d'hommes qui créent les richesses, d'aides régionales utiles au maintien et au développement de l'emploi.

Dans cet esprit, les projets élaborés dans le cadre de l'économie sociale et solidaire, notamment en l'absence de repreneur, devront également retenir toute notre attention.

Je vous remercie.